



Groupe de Travail Harmonisation des Cadres Politiques et Juridiques (GTHPJ)

30 avril 2024, en distanciel

UPAP/CA/CPR/GTPJ/04/2025- Doc n°04d et annexe
Original : français

TERMES DE REFERENCE DE LA TASK FORCE « DEVELOPPEMENT DURABLE »

Point N°6 de l'ordre du jour

1. Objet Termes de référence de la Task force « Développement durable »	2. Références/paragraphes <ul style="list-style-type: none">• Actes de l'Union ;• Règlement intérieur harmonisé des Commissions administratives et techniques ;
3. Décision attendue <ul style="list-style-type: none">• Examiner le présent document de travail• Formuler tout (es) commentaires, observations ou propositions pertinentes	

I. INTRODUCTION

L'Afrique est l'un des faibles contributeurs aux émissions mondiales de carbone avec un taux de contribution inférieur à 4% des émissions mondiales¹. Toutefois, elle reste très vulnérable face aux effets du changement climatique. En effet, plus de 110 millions de personnes et près de 52% des pays africains sont directement touchés par les changements climatiques avec des pertes économiques estimées à environ 8,5 milliards de dollars en 2022. ² Fort de ces constats, le secteur postal africain, acteur majeur du développement socio-économique du continent, a un rôle prépondérant à jouer dans l'atteinte des objectifs de développement durable.

¹ Rapport sur le Développement durable en Afrique, Coproduit par l'UA, la BAD et la PNUD, 2024

² Rapport sur le Développement durable en Afrique, Coproduit par l'UA, la BAD et la PNUD, 2024

En effet, constitué d'environ 12 647 bureaux de poste et 59 048 employés ayant traité, en 2020, environ 529 millions d'envois de la Poste aux lettres et 5 millions colis³, le secteur postal africain peut jouer un double rôle en faveur de la promotion du développement durable en Afrique : Le renforcement de la résilience face aux changements climatiques et la réduction de la contribution africaine aux émissions mondiales de carbone. Pour ce faire, il s'avère donc stratégique et opportun qu'au niveau de l'UPAP, les Etats membres puissent mener les réflexions nécessaires dans un cadre formel tel qu'une équipe spéciale sur le développement durable, à laquelle pourront participer des experts du domaine de tous les Etats membres.

II. DECISION ATTENDUE

L'équipe spéciale d'experts juridiques est invitée à examiner et formuler tout(es) commentaires, observations ou propositions pertinent(es).

³ Réseaux postaux, UPU, mars 2022

A Specialized Agency of the AU



Institution spécialisée de l'UA

TERMES DE REFERENCE DE LA TASK FORCE « DEVELOPPEMENT DURABLE »

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Défini comme toute forme de développement économique ayant pour objectif principal de concilier le progrès économique et social avec la préservation de l'environnement⁴, le développement durable est, de nos jours, une préoccupation mondiale dans tous les secteurs d'activités. En effet, il est au cœur des échanges aux niveaux national et international afin d'apporter des solutions adéquates à la conciliation entre le développement économique tant recherché et la protection de l'environnement ainsi que le développement social. A cet effet, diverses actions sont entreprises par les Etats tant individuellement que collectivement en collaboration avec les organisations internationales.

Au niveau national, outre les diverses campagnes de sensibilisation, la fixation de conditions particulières d'importation de certains biens, la promotion des énergies renouvelables et la dématérialisation des procédures administratives, les Etats ont introduit dans leurs politiques nationales la notion de « Responsabilité sociale de l'entreprise ». Cette notion vise à encourager les entreprises à contribuer aux enjeux de développement durable tout en étant économiquement viable et prospère. Ainsi, les entreprises doivent, tout en étant préoccupé par la réalisation de chiffre d'affaires ou par l'accroissement de la productivité, tenir compte de l'impact de leurs décisions sur le développement social et la protection de l'environnement.

Sur le plan international, l'ONU a en 2016 adopté un programme intitulé « programme de développement durable ». Ce programme a été décliné en dix-sept (17) Objectifs de Développement Durable (ODD) dont plusieurs sont relatifs au développement durable. Il s'agit notamment des objectifs 7 « Energie propre et d'un coût abordable », 11 « Villes et communautés durables », 12 « Consommation et Production responsable » et de l'objectif

⁴ Art 1^{er}, 8) de la Convention de l'UPAP

13 sur la lutte contre le changement climatique. Au niveau africain, l'une des aspirations de l'Agenda 2063 de l'Union africaine est : « Une Afrique prospère fondée sur la croissance inclusive et le développement durable. ».

Outre l'Agenda 2063, l'Union africaine a adopté le 11 juillet 2023 une Convention sur la conservation de la nature et des ressources naturelles.

Dans le domaine postal, plusieurs initiatives ont été prises pour soutenir la dynamique mondiale de promotion du développement durable. A cet effet, les Etats membres de l'UPU se sont récemment engagés, à travers le « package vert », adopté lors du 4^{ème} Congrès extraordinaire de Riyadh, **à réduire de 85% les émissions de carbone d'ici à 2050**. Par ailleurs, l'UPU a mis en place le fonds carbone et un outil en ligne de suivi, d'analyse et de production de bilan sur les émissions de carbone dénommé « OSCAR ». Enfin, l'UPU dispose d'un organe subsidiaire dénommé « Commission Coopération et Développement » chargée entre autres des questions de développement durable.

A l'Union panafricaine des postes (UPAP), l'un des objectifs résultant des Actes de l'UPAP est de promouvoir le développement durable. A cette fin, diverses actions sont entreprises notamment la réduction de la consommation de papier, l'instauration du mode de réunion en ligne et l'utilisation de matériaux écologiques dans la construction de la Tour de l'UPAP, et bien d'autres actions sont menées au niveau des États membres. Toutefois, force est de relever que les actions menées par l'UPAP sont timides et/ou manquent de grande visibilité. C'est pourquoi, il s'avère nécessaire de mettre en place, sur le fondement de l'article 6 du Règlement intérieur harmonisé des commissions administratives et techniques, une Task force « développement durable » pour traiter des questions de développement durable dans le secteur postal africain.

2. OBJECTIFS

La mise en place de la Task force « Développement durable » poursuit un objectif principal et des objectifs spécifiques.

2.1- Objectif principal

L'objectif principal de la création de la Task force « Développement durable » est de créer un cadre formel d'échanges, de partage d'expériences et de meilleures pratiques, de sensibilisation aux questions de développement durable et d'examen et de suivi des questions relatives au développement durable.

2.2- Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques de la Task force « Développement durable » sont entre autres :

- i) partager les informations, les études réalisées en matière de développement durable ;
- ii) établir le diagnostic du développement durable dans le secteur postal africain ;
- iii) cerner l'impact des activités postales sur l'environnement et le changement climatique ;
- iv) encourager le secteur postal africain dans ses efforts individuels et collectifs afin d'intégrer le développement durable dans les activités postales ;
- v) proposer des mesures concrètes, adaptées et durables pour accompagner les initiatives des Etats membres dans la réduction et/ou le maintien de l'empreinte carbone sur l'environnement ;
- vi) mettre en lumière la contribution de l'UPAP et du secteur postal africain dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 du développement durable des Nations unies et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine ;
- vii) soutenir le secteur postal africain à établir des politiques en matière de développement durable ;
- viii) Améliorer les capacités du secteur postal africain à offrir aux citoyens des produits et services de qualité, adaptés à leurs besoins et respectant les exigences de développement durable.

3. RESULTATS ATTENDUS ET LIVRABLES

Il est attendu de la Task force « Développement durable » les résultats ci-après :

- i) Informer suffisamment les Etats membres sur les enjeux et défis du développement durable ;
- ii) susciter davantage auprès des Etats membres une prise de conscience et une meilleure compréhension sur l'importance du rôle du secteur postal africain sur le développement durable notamment la protection de l'environnement;
- iii) proposer des solutions concrètes, adaptées et durables pour renforcer le rôle du secteur postal africain en tant qu'acteur majeur du développement durable;
- iv) élaborer des politiques et/ou des lignes directrices pour accompagner les Etats membres à réduire et/ou maintenir l'empreinte carbone des activités postales sur l'environnement.

4. COMPOSITION DE LA TASK FORCE ET PARTICIPATION A SES TRAVAUX

Les travaux de la Task force « Développement durable » sont ouverts à tous les Etats membres, les membres associés et aux organisations postales sous-régionales. Les membres associés et les organisations postales sous-régionales participent en qualité d'observateurs.

5. ANCRAGE ORGANISATIONNEL

La Task force « Développement durable » fonctionnera sous l'égide du Groupe de Travail Harmonisation des Cadres Politiques et Juridique. A cet effet, elle rend compte à ce Groupe de travail qui s'approprie des conclusions de ses travaux avant de les soumettre à la Commission Politique et Régulation.

6. DUREE DE LA MISSION

La durée de la mission confiée à la Task force « Développement durable » couvre l'exercice financier 2025-2026. A l'expiration de la durée, le mandat sera réexaminé lorsque l'Union finalisera sa stratégie pour le cycle 2026-2030.

7. CONVOCATION ET MODE DES REUNIONS

La Task force se réunit en présentiel ou en distanciel sur saisine de son président, conformément au modus operandi de l'Union.

8. ORGANISATION

La mission de la Task force « Développement durable » est conduite par un bureau composé de :

- un président ;
- un vice-président;
- deux rapporteurs.

Les membres du bureau sont installés par la Task force lors de sa première réunion.

Le rôle de secrétariat de la Task force est assuré par le Secrétariat général de l'UPAP.

9. FONCTIONNEMENT

Le fonctionnement de la Task Force "Développement durable" est régi par les présents termes de références. Toutefois, pour tout ce qui n'est pas expressément prévu, le Règlement intérieur harmonisé des Commissions administratives et techniques s'applique au fonctionnement de la Task force.

10.FINANCEMENT

Les Etats membres assurent la prise en charge de la participation de leurs représentants aux travaux en présentiel de la Task force. Toutefois, le secrétariat général de l'UPAP contribue à l'organisation des travaux de la Task force par la facilitation des réunions notamment en fournissant le lien de la réunion et en assurant l'interprétation.